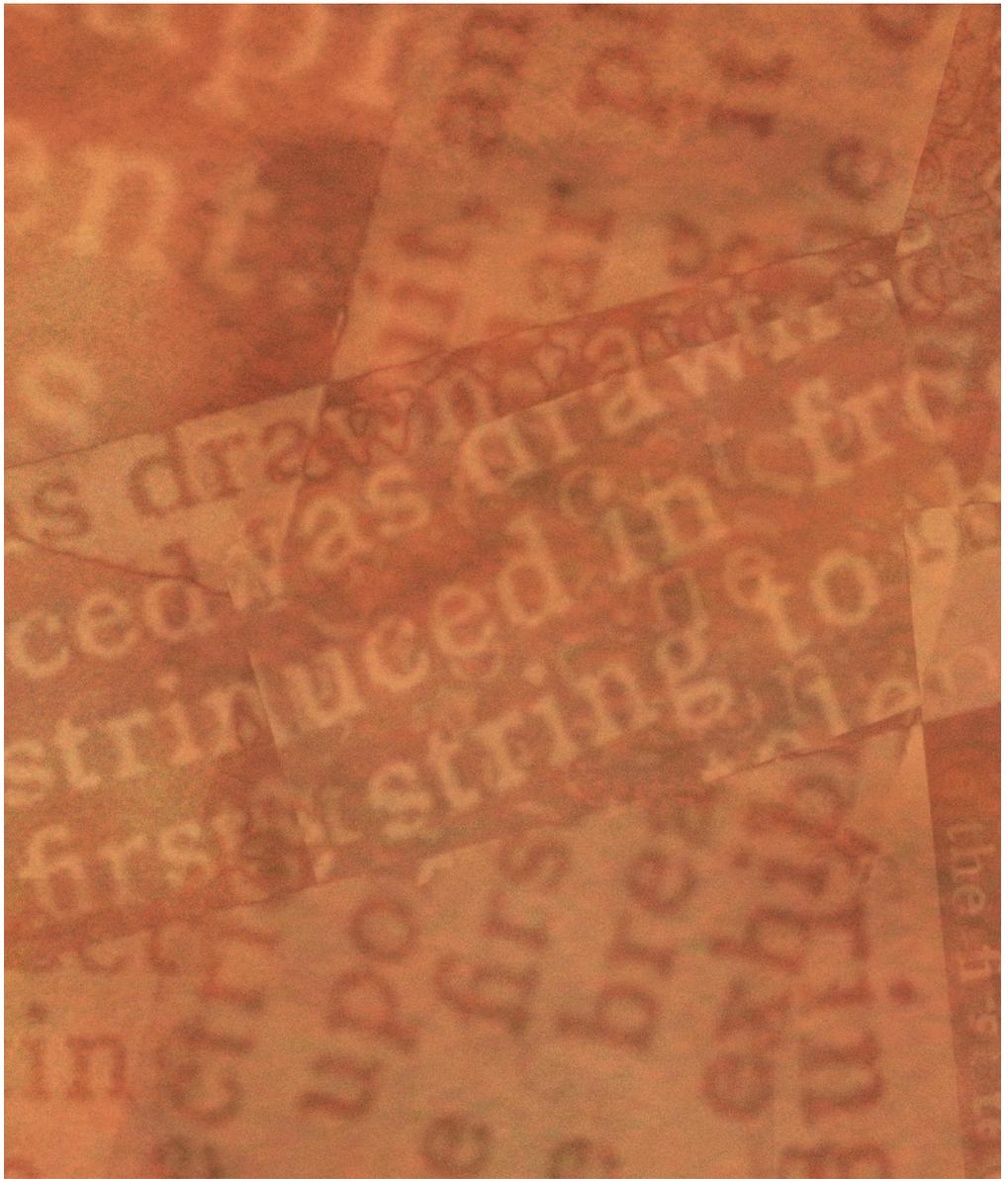


LUTTE

CONTRE LA CORRUPTION

un combat mondial

entreprises ⊕ société civile
⊕ journalisme d'investigation



➤ La corruption

« sape la démocratie et l'état de droit, entraîne des violations des droits de l'homme, fausse le jeu des marchés, nuit à la qualité de la vie et crée un terrain propice à la criminalité organisée, au terrorisme et à d'autres phénomènes ».

CONVENTION DES
NATIONS UNIES
CONTRE LA
CORRUPTION

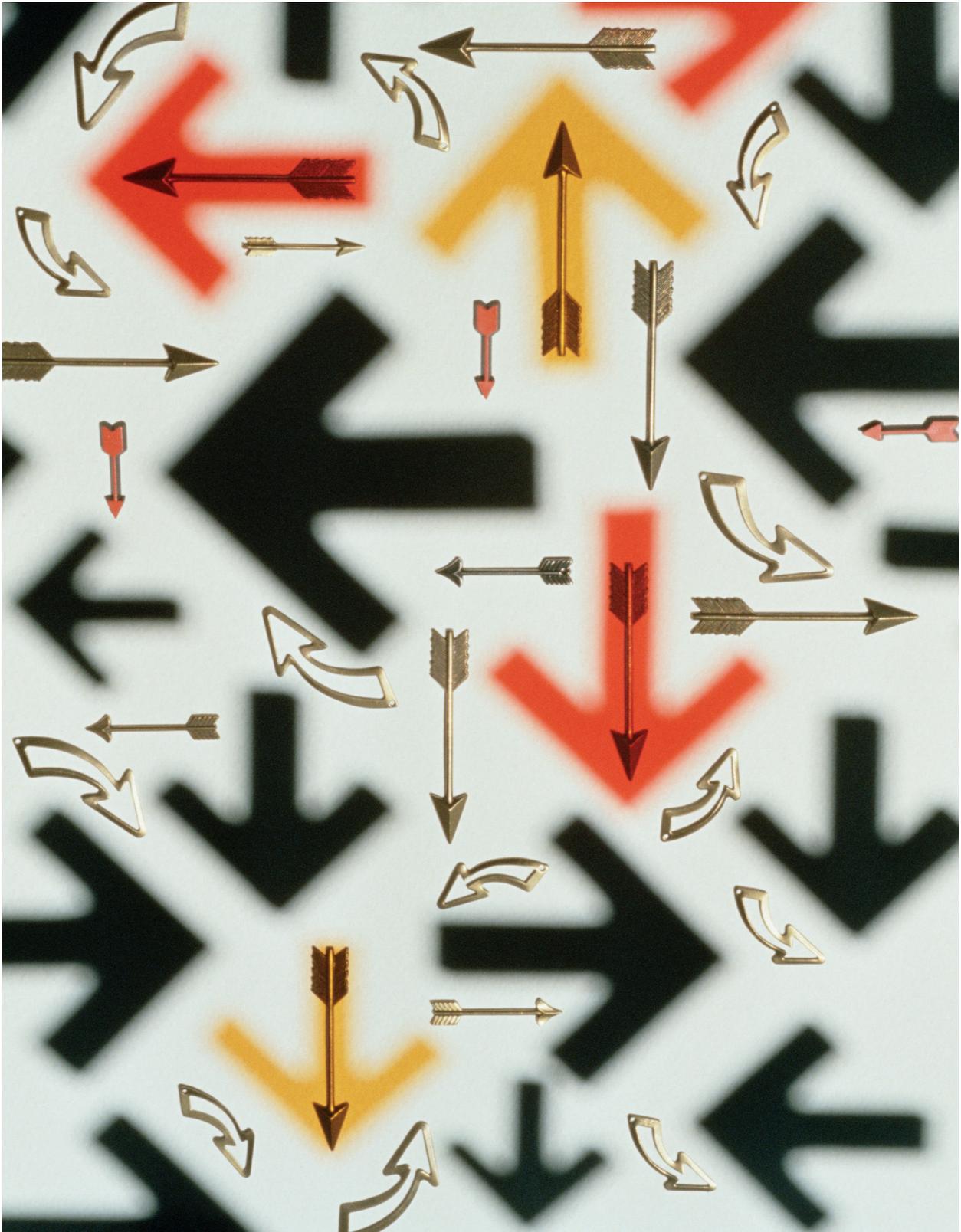




TABLE DES MATIÈRES

4

INTRODUCTION

La corruption existe partout

8

CHAPITRE

1

L'impact de la corruption sur les entreprises



14

CHAPITRE

2

Le terrorisme et la corruption

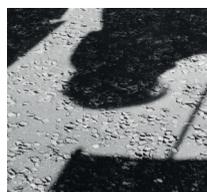


18

CHAPITRE

3

L'importance de la société civile dans la lutte contre la corruption

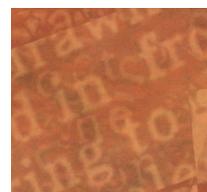


24

CHAPITRE

4

Le journalisme d'investigation et la corruption



31

FOCUS
LE FOREIGN CORRUPT PRACTICES ACT (FCPA)

32

ZOOM SUR
IWATCH

L'AUTEUR

Expert en matière de lutte contre la corruption et de gouvernance éthique, **STUART GILMAN** conseille des organismes gouvernementaux, des entreprises et des organisations à but non lucratif des États-Unis. Il est consultant auprès d'organisations multinationales, dont la

Banque mondiale, et a fourni des conseils en matière de lutte contre la corruption et d'intégrité aux gouvernements de l'Égypte, du Japon, du Maroc, de l'Afrique du Sud, de la Serbie et de l'Argentine. Il est coauteur du best-seller *The Ethics Challenge in Public Service: A Problem-Solving Guide*.





INTRODUCTION

La corruption existe partout



Dans beaucoup d'endroits, elle fait partie du quotidien. Un policier demande une pièce de monnaie pour s'acheter à manger. Un agent des services d'immigration accélère la procédure d'approbation d'un visa quand on glisse des billets dans le passeport. Pour avoir une consultation à l'hôpital public, on apporte une boîte de chocolats au médecin le jour du rendez-vous.

Il s'agit là d'actes de corruption ordinaire, qui ne sont pas forcément bien méchants. Mais parfois, ils peuvent faire beaucoup de mal. Les petits gestes symboliques, cadeaux et faveurs qui sont nécessaires pour faire bouger les choses sont souvent le symptôme d'un mal plus profond : la manipulation des pouvoirs publics, des entreprises et des institutions culturelles au profit d'un petit nombre de gens. La corruption s'exerce à grande échelle lorsque des fonctionnaires usent de leur influence pour leur propre avantage ou celui de leurs amis et de leur famille alors qu'ils sont censés

« La corruption :
tout le monde en
paie le prix »

—OFFICE DES
NATIONS UNIES
CONTRE LA
DROGUE ET LE
CRIME (UNODC)

servir le public. C'est le cas s'ils truquent la passation d'un marché public, qu'ils détournent des fonds publics ou qu'ils acceptent des pots-de-vin. De tels abus de pouvoir encouragent la corruption et peuvent entraver les fonctions d'une administration.

Dans le milieu des affaires, les chefs d'entreprise corrompus peuvent graisser la patte de fonctionnaires pour obtenir des contrats ou des permis. Ou tenir deux groupes de livres comptables : un pour le public, et l'autre qui n'est jamais montré ni aux investisseurs, ni aux employés, ni au fisc. De tels actes dans le secteur privé affectent la sécurité et le bien-être du public.

Ce guide examine les effets de la corruption dans quatre domaines : l'entreprise, le terrorisme, la société civile et le journalisme d'investigation. Il propose en outre des moyens d'action aux simples citoyens.

QUE PEUT-ON FAIRE ?

Dans les années 1990, la question de la corruption a commencé à retenir l'attention à travers le monde. Des organisations de la société civile (OSC), comme Transparency International, sont montées au créneau et ont donné un large écho international à ce sujet. Des organismes internationaux régionaux ont adopté des traités qui établissent des normes et des lignes directrices ayant pour objet de prévenir et de combattre la corruption : on l'a vu d'abord dans les Amériques, puis en Europe, en Asie et en Afrique. Hélas, ces accords étaient souvent appliqués timidement et ils ne couvraient que certains pays. Qui plus est, bien des faits de corruption dépassent les frontières régionales.

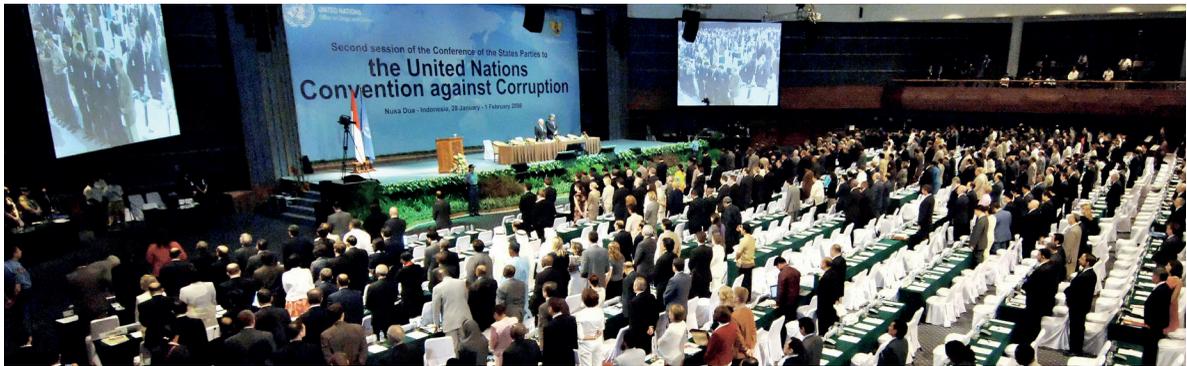
En 2005, après des années de négociations, la Convention des Nations unies contre la corruption est entrée en vigueur. Elle contient plusieurs recommandations substantielles quant aux mesures que les pays peuvent prendre :

- ✦ créer des organes gouvernementaux, des lois ou des politiques pour prévenir la corruption ;
- ✦ criminaliser et réprimer toute une gamme d'actes de corruption ;
- ✦ s'accorder mutuellement une entraide judiciaire dans les affaires visant des entreprises ou des particuliers ;
- ✦ restituer les avoirs acquis illicitement par le biais de la corruption dans le cadre de transferts internationaux ;
- ✦ mettre en place et développer des programmes de formation pour des catégories spécifiques d'employés ;
- ✦ fournir une assistance technique à d'autres pays et échanger des informations avec eux pour combattre la corruption à l'échelle internationale.

Votre pays s'est probablement engagé à respecter ces normes. Les États-Unis comptent parmi les plus de 180 États qui sont parties à la Convention. Vous pouvez vous informer sur les mesures que votre pays a prises, et ce qu'il doit encore faire, pour se conformer à ses obligations internationales en vous rendant sur le site Web de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC) : <http://www.track.unodc.org/LegalLibrary/Pages/home.aspx>. Vous pouvez faire partie de la solution en poussant à l'application des normes de la Convention et en communiquant vos commentaires à l'UNODC, qui pourrait les prendre en compte dans



Le journalisme d'investigation est un outil crucial pour dévoiler la corruption.



l'établissement du rapport de suivi concernant votre pays.

D'autres initiatives multilatérales s'attaquent à la corruption. Le Partenariat pour un gouvernement ouvert a établi un Mécanisme de déclaration indépendant de façon à suivre les progrès des programmes anticorruption.

Fort de 75 pays membres, il invite les gouvernements et des groupes de la société civile à élaborer des plans d'action contre la corruption.

De même, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a adopté des lignes directrices pour aider ses États membres à réprimer la corruption dans le secteur public comme dans les entreprises. En outre, elle fait valoir le rôle que jouent les OSC pour ce qui est d'assurer l'intégrité du gouvernement. Le Groupe de travail de l'OCDE sur la corruption est responsable du suivi de la mise en œuvre et de l'application de la Convention de l'OCDE sur la corruption. Il publie des rapports de suivi de pays.

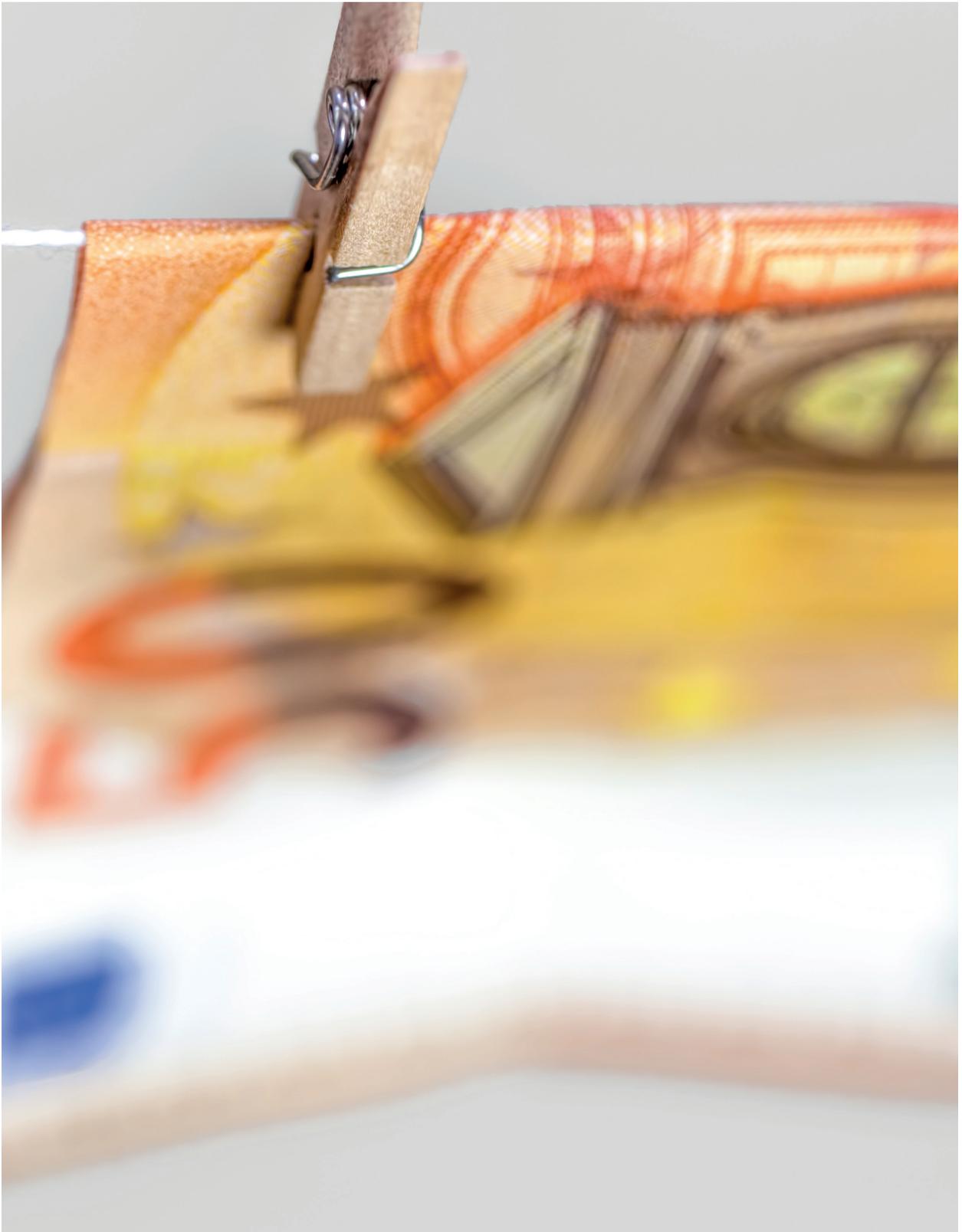
La Banque mondiale et le Fonds monétaire international s'emploient à assurer la stabilité financière dans le monde. Pour ces deux institutions, qui comptent chacune 189 États membres, la corruption constitue le plus gros obstacle au développement économique. Elles ont donc mis en place de vigoureux programmes anticorruption qui visent notamment le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

INTERPOL, LA PLUS GRANDE ORGANISATION DE POLICE AU MONDE, AVEC 192 PAYS MEMBRES, OFFRE DES FORMATIONS, DES OUTILS ET SON EXPERTISE POUR COMBATTRE LA CRIMINALITÉ, Y COMPRIS LA CORRUPTION.

Interpol, la plus grande organisation de police au monde, avec 192 pays membres, offre des formations, des outils et son expertise pour combattre la criminalité, y compris la corruption. Interpol aide les pays à récupérer des avoirs volés, facilite les enquêtes transnationales et forme les enquêteurs. Elle agit en partenariat avec les Nations unies, la Banque mondiale, le département d'État des États-Unis et d'autres agences. ○



Ci-dessus, la Conférence des États parties, principal organe directeur de la Convention des Nations unies contre la corruption, se réunit tous les deux ans. En 2017, la Convention comptait 183 parties et 140 signataires.



1



L'impact de la corruption sur les entreprises

● La corruption affecte autant les grandes entreprises que les petites, mais pas nécessairement de la même façon. Les petites entreprises peuvent être victimes d'actes de corruption commis par un agent de police ou un inspecteur du bâtiment. Les grandes sociétés peuvent subir des pressions nettement plus fortes de la part de hauts responsables, tels que des maires ou des ministres.

Il arrive aussi que des chefs d'entreprise corrompus versent des pots-de-vin à des agents publics pour damer le pion à leurs concurrents. Ils peuvent ainsi influencer ceux qui délivrent des licences, des permis de construire et des certificats de compétences professionnelles – des documents nécessaires pour monter ou exploiter une entreprise – et les inciter à prendre des décisions en leur faveur. Ils peuvent aussi comploter avec d'autres entreprises pour empêcher leurs concurrents d'avoir accès à des fournisseurs,

« La corruption est une des grandes causes des mauvais résultats économiques ; c'est aussi un obstacle de taille au développement et à l'atténuation de la pauvreté. »

—CONVENTION DES NATIONS UNIES CONTRE LA CORRUPTION

Le blanchiment d'argent est l'une des nombreuses formes que revêt la corruption.

PLUS
DE **180**
☉ Nombre des
parties à la
Convention de
l'ONU contre la
corruption



Payer des pots-de-vin pour obtenir des permis est une violation du code d'éthique professionnelle du secteur privé, et c'est une pratique illégale dans la plupart des pays.

une place sur les marchés ou des possibilités de financement, et ce, de façon à les éliminer.

La corruption a une incidence directe sur la pérennité des entreprises. Elle nuit aussi aux particuliers à plusieurs égards. Même la plus petite entreprise répercute le coût des pots-de-vin sur les prix qu'elle fait payer à ses clients. La hausse des prix est la « taxe » cachée de la corruption. Souvent, les propriétaires des entreprises doivent verser des dessous-de-table à plus d'un individu cupide. Alors, les prix évoluent à la hausse, et les salaires des employés, à la baisse.



Il faut appliquer ces lois pour mettre le secteur privé à l'abri de la corruption et soutenir les mesures prises par les entreprises.

Quand une entreprise est plus ou moins forcée d'embaucher le conjoint ou la conjointe d'un fonctionnaire véreux, ses enfants ou ses cousins, ce sont des emplois légitimes qui disparaissent. Le népotisme – l'attribution d'emplois par faveur à des membres de sa famille – contribue souvent à la hausse du prix des produits parce que, dans bien des cas, ces personnes ne font pas le travail pour lequel elles sont payées. Quand des entreprises causent la ruine de concurrents en se livrant à des actes d'espionnage et en payant des pots-de-vin, les produits qu'elles vendent coûtent souvent plus cher.

**COMME CES COÛTS
ILLICITES SE REFLÈTENT
SOUVENT DANS LES PRIX
DU MARCHÉ, C'EST VOUS
QUI FAITES LES FRAIS DE
LA CORRUPTION.**

Dans un tel environnement, où le gouvernement et les entreprises ne sont pas dignes de confiance, les investissements dans l'économie d'un pays risquent de fléchir.

**COMMENT LE SECTEUR
PUBLIC + LES
ENTREPRISES
PEUVENT LUTTER CONTRE
LA CORRUPTION**

Les gouvernements ont l'obligation de protéger leurs citoyens contre la corruption. Beaucoup de pays se sont dotés de lois et d'institutions robustes destinées à protéger le secteur privé, mais tous ne l'ont pas fait. Encore faut-il appliquer ces lois pour mettre le secteur privé à l'abri de la corruption et soutenir les mesures prises par les entreprises.

La Convention des Nations unies contre la corruption explique l'architecture nécessaire à la mise en place de ces protections. Elle exige des gouvernements qu'ils fournissent aux simples citoyens et aux agents publics des moyens pour dénoncer les actes de corruption, qu'ils suivent des lignes directrices strictes en matière de transparence dans la passation des marchés

publics, qu'ils garantissent l'accès effectif du public à l'information et qu'ils créent des budgets publics nationaux à même d'être passés en revue et audités.

Les chefs d'entreprise et les cadres de direction doivent veiller à ce que des mesures soient en place pour empêcher les actes de corruption parmi les employés. Certains salariés pourraient être tentés de payer un pot-de-vin, et de le faire passer pour un frais professionnel, si la faveur accordée à l'entreprise en contrepartie du dessous-de-table leur vaut une augmentation ou une promotion.

LES ACTIONS D'UN SEUL EMPLOYÉ PEUVENT EXPOSER UNE ENTREPRISE À DES SANCTIONS PÉNALES ET CIVILES.

La diffusion de codes de conduite parmi les employés peut protéger les entreprises si elle s'accompagne d'une formation régulière du personnel et d'une culture de conformité au règlement, sous peine de sanctions réelles pour les contrevenants.

Les licences et les subventions gouvernementales sont conçues pour le bénéfice de tous les citoyens. Payer des pots-de-vin pour obtenir ces avantages, ou pour empêcher d'autres entreprises de les recevoir, est une violation du code d'éthique professionnelle du secteur privé, et c'est une pratique illégale dans la plupart des pays.

Les agents publics ne devraient pas tirer parti des connaissances spéciales qu'ils acquièrent dans le cadre de leurs fonctions pour se faire embaucher dans le secteur privé. Il est important d'imposer un délai raisonnable aux hauts fonctionnaires qui quittent leur poste avant qu'ils ne puissent accepter

un emploi dans le privé.

Les moyennes et grandes entreprises devraient effectuer des audits internes pour déceler d'éventuels actes de corruption parmi les cadres de direction ou les employés et y mettre fin. Ces audits rendent difficile la tenue de deux groupes de livres comptables dont le seul but est d'induire en erreur et de voler les investisseurs, le personnel et les pouvoirs publics.

Enfin, il est illégitime de bénéficier d'un avantage fiscal pour le versement de pots-de-vin. Les lois qui le permettaient auparavant dans les pays développés n'ont plus cours, du fait des obligations qui incombent maintenant aux États en vertu d'accords internationaux et de nouvelles lois nationales.

Collectivement, ces mesures peuvent établir une base juridique à même de protéger le secteur privé contre les acteurs corrompus qui lui feraient du tort.

QUE PEUT-ON FAIRE DE PLUS ?

Tous les éléments cités précédemment sont importants, mais il n'empêche que le secteur privé a d'autres moyens aussi.

✂ S'APPUYER SUR LES LOIS NATIONALES ET LES ACCORDS MULTILATÉRAUX

En général, les lois d'un pays sont sans grande conséquence sur les autres. Toutefois, le Foreign Corrupt Practices Act (FCPA) adopté en 1977 aux États-Unis a mis un frein à la corruption en dehors des frontières du pays. La loi interdit à toute entreprise américaine ainsi qu'à toute entreprise étrangère cotée en bourse aux États-Unis de verser des pots-de-vin à des responsables étrangers dans le but d'obtenir ou de garder un marché. Le FCPA s'applique à toutes les entreprises cotées en bourse, à leurs employés, à leurs actionnaires et à leurs



Même la plus petite entreprise répercute le coût des pots-de-vin sur les prix qu'elle fait payer à ses clients. La hausse des prix est la « taxe » cachée de la corruption.

agents à travers le monde qui seraient impliqués dans des pratiques interdites. Depuis sa promulgation, cette loi a été invoquée pour traduire au pénal de nombreuses sociétés, avec de lourdes amendes à la clé. Des cadres reconnus coupables d'avoir enfreint ses dispositions ont même été condamnés à des peines de prison ferme.

Des lois anticorruption similaires – tels le Bribery Act (UKBA) au Royaume-Uni et la Loi sur la corruption d'agents publics étrangers au Canada – ont été promulguées à travers le monde. Des pays aussi divers que la Norvège, la Corée du Sud, l'Angleterre, Israël et l'Australie appliquent des lois contre la corruption, et le mouvement prend de l'ampleur dans le monde.

NON SEULEMENT CES LOIS DONNENT AUX MULTINATIONALES ET À LEURS DIRIGEANTS UNE BONNE RAISON DE DIRE NON À LA CORRUPTION ET AUX POTS-DE-VIN, MAIS ELLES AIDENT AUSSI LEURS FILIALES ET LES PARTENAIRES NATIONAUX DE CES DERNIÈRES À RÉSISTER AUX RESPONSABLES CORROMPUS QUI EXIGENT DES DESSOUS-DE-TABLE.

Dans le but d'assurer la conformité à ces lois, beaucoup d'entreprises se sont dotées de chartes d'éthique qui sont contraignantes pour elles-mêmes, leurs filiales et les partenaires nationaux de ces dernières. Les multinationales obligent leur personnel et leurs sous-traitants partout où elles ont des relations d'affaires à respecter scrupuleusement ces règles. Certaines d'entre elles exigent de leurs sous-traitants qu'ils acceptent des audits et des enquêtes sans préavis. Si des cas de corruption sont avérés, les sous-traitants risquent de ne pas être payés et de faire l'objet d'un signalement aux autorités locales compétentes.

De même, les partenariats avec les grandes sociétés donnent aux petites et moyennes entreprises davantage de poids pour refuser de payer des pots-de-vin.

En outre, plusieurs organismes internationaux, tels que l'OCDE, ont adopté des accords multilatéraux visant à lutter contre la corruption. Cette coordination entre des agences de gouvernements nationaux et des organisations anticorruption mondiales a facilité les poursuites intentées contre des personnes et des entreprises corrompues.

✂ LES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES COMBATTENT LA CORRUPTION

Plusieurs études ont démontré que les associations professionnelles peuvent être un rempart efficace contre la corruption. C'est le cas notamment en Europe de l'Est, en Asie du Sud-Est et en Amérique latine.

Une action collective, organisée par région ou par industrie, donne de bons résultats quand les entreprises conviennent d'adopter des normes communes et un code de conduite commun. Une approche unifiée permet aux entreprises de mieux résister aux demandes de pots-de-vin ou de services illicites. En coordonnant leurs actions contre la corruption, les associations profession-



Beaucoup d'entreprises se sont dotées de chartes d'éthique qui sont contraignantes pour leurs filiales et leurs partenaires nationaux, et elles appliquent rigoureusement ces règles à leur personnel et leurs sous-traitants.



PLUS
DE 40

Nombre d'années depuis que le Foreign Corrupt Practices Act renforce la lutte mondiale contre la corruption



Les moyennes et grandes entreprises devraient effectuer des audits internes pour déceler et stopper la corruption parmi les cadres de direction ou les employés et y mettre fin.



nelles deviennent des forums pour la discussion des problèmes et la recherche de solutions.

Le responsable de l'association – qui ne fait généralement pas partie des entreprises constituantes – peut témoigner devant les assemblées nationales comme devant les conseils d'administration locaux, et représenter le groupe devant les tribunaux. Il peut recueillir, organiser et distribuer des données pertinentes aux entreprises que l'association représente ainsi qu'aux responsables intéressés et aux médias.

Par ailleurs, les chambres de commerce et les autres réseaux d'affaires locaux peuvent jouer un rôle dans la lutte contre la corruption. Comme ils représentent toute une gamme d'acteurs du secteur privé, ils sont mieux placés pour combattre la corruption à l'échelle du gouvernement ou de la société en général. Ils sont aussi davantage capables d'isoler une entreprise corrompue et de l'empêcher de sévir.

CES CHAMBRES DE COMMERCE ET RÉSEAUX PEUVENT AUSSI DÉFENDRE LES EFFORTS VISANT À EMPÊCHER QUE LA CORRUPTION, LE TRAFIC D'INFLUENCE ET LE NÉPOTISME NE PARALYSENT L'ÉCONOMIE.

À l'échelle mondiale, certaines chambres de commerce ont forgé des partenariats officiels avec des organes nationaux de lutte contre la corruption. Citons, par exemple, l'accord officiel [2013-2016] conclu entre l'ex-Commission anticorruption de la Jordanie et la Chambre américaine de commerce dans ce pays. Ces deux groupes, qui ont tenu conjointement des ateliers et des séances de formation, ont également fourni des conseils confidentiels aux entreprises. Ils étaient en quelque sorte « les yeux et les oreilles » des agents publics qui s'attaquaient à la corruption. ○



Ci-dessus, un responsable de l'aéroport international de Narita est arrêté à cet aéroport près de Tokyo, en juillet 2017, soupçonné d'avoir accepté un pot-de-vin.





Le terrorisme et la corruption



Au premier abord, le terrorisme et la corruption – ou le terrorisme et la criminalité organisée – semblent n’avoir rien en commun. Comment ces phénomènes sont-ils liés ?

Dans ce guide, nous définirons le terrorisme comme « le recours ou la menace du recours à la violence, en particulier contre des civils, pour atteindre des objectifs politiques ».

Dans certains cas, les terroristes auraient du mal à perpétrer leurs actes de violence en l’absence de corruption. Les pots-de-vin et la fraude peuvent donner aux terroristes les ressources nécessaires à leurs fins d’extrémisme violent.

La corruption peut créer les conditions qui amènent certaines personnes à se tourner vers le terrorisme, du fait qu’elle détruit la confiance dans les agences du gouvernement. Lorsque les gens sont

« La corruption est un terreau fertile pour les activités relevant de la criminalité organisée, et même du terrorisme, facilitées par la complicité d’agents publics corrompus. »
—INTERPOL

régulièrement exploités par des responsables corrompus, ils ont l'impression que les dés sont pipés contre eux et ils sont plus susceptibles de considérer les terroristes comme une force contre la corruption du gouvernement. Les revendications liées à la corruption peuvent être un facteur de radicalisation, au point de pousser les gens à la violence.

CE QUI ALIMENTE LE TERRORISME

Pour prospérer, les réseaux terroristes ont besoin de ressources, notamment des fonds, des vivres et des moyens de transport. Et pour les obtenir, certaines organisations terroristes doivent mettre la main sur ce qui leur servira de monnaie d'échange. Très souvent, ces groupes essaient de contrôler ou de taxer des produits de grande valeur ou des routes commerciales. Par exemple, divers biens, illicites ou non, des drogues et du pétrole ont fait l'objet d'un trafic ou de taxes de la part de terroristes qui cherchent à financer leurs opérations.

LES TERRORISTES REMPLISSENT ÉGALEMENT LEUR CAGNOTTE PAR LE BIAIS DE TRANSACTIONS FINANCIÈRES, PRENANT SOIN DE « BLANCHIR » LES FONDS POUR BROUILLER LES PISTES.

Certains pays n'ont pas pleinement mis en œuvre la réglementation ni les mécanismes de suivi visant leurs institutions financières et organisations caritatives, et les terroristes en profitent pour exploiter et corrompre le secteur financier.

QUE PEUT-ON FAIRE ?

Comme le financement est le maillon le plus faible d'un grand nombre de réseaux terroristes, les citoyens doivent insister sur l'adoption de mesures efficaces pour empêcher les terroristes violents d'obtenir des fonds dans leur pays. La Convention des Nations unies contre la corruption recommande à chaque État partie d'instituer un service de renseignement financier. Quel que soit le nom qu'on lui donne, et il varie selon les pays, cette cellule de renseignement financier (CRF) est chargée d'analyser les opérations financières suspectes. Par ailleurs, plusieurs pays exigent des institutions financières qu'elles lui soumettent des rapports de transaction suspecte et lui communiquent d'autres renseignements sur tout transfert supérieur à un montant donné (par exemple, 10 000 euros dans l'Union européenne). Avec ces informations à sa disposition, la CRF peut demander des renseignements complémentaires aux institutions financières et enquêter sur l'activité suspecte de concert avec d'autres agences gouvernementales.

L'éradication des diamants de conflits – appelés parfois « diamants de sang » - illustre bien la manière dont les CRF ont stoppé les flux d'argent vers les terroristes. Dans les années 1990, des chefs de guerre et des terroristes à travers l'Afrique vendaient des diamants bruts pour financer leurs tentatives de renversement de gouvernements légitimes. Un diamant brut est une pierre qui n'a pas encore été polie ni taillée pour la joaillerie.

Face à cette situation, des gouvernements, des OSC et l'industrie internationale de la bijouterie se sont ralliés à des mesures visant à empêcher la vente de ces diamants de conflits. En 2003, le processus de Kimberley a été créé pour endiguer le flux des diamants de conflits



Divers biens, illicites ou non, des drogues et du pétrole ont fait l'objet d'un trafic ou de taxes de la part de terroristes qui cherchent à financer leurs opérations.



qui s'infiltraient dans le commerce légitime. À ce jour, 81 pays y ont adhéré.

Il est interdit d'importer ou d'exporter des diamants bruts si on n'est pas membre du processus de Kimberley. Un certificat délivré par le Système de certifications du processus de Kimberley (SCPK) doit accompagner toute livraison de diamant brut. Le document atteste l'origine des diamants bruts transportés, garantissant qu'il ne s'agit pas de diamants de conflits.

Les États-Unis ont réaffirmé leur attachement à ce processus en adoptant, en 2003, la Loi sur le commerce des diamants propres (Clean Diamond Trade Act). Celle-ci définit un « diamant de conflits » comme une pierre dont la vente finance un mouvement rebelle ou les tentatives de ses alliés visant à ébranler un gouvernement légitime. Le commerce illicite des diamants de conflits n'a pas forcément entièrement disparu, mais l'action coordonnée à l'échelle internationale pour le combattre limite son rôle dans le financement du terrorisme.

La certification internationale permet aux consommateurs de s'assurer plus facilement que leur bijoutier n'utilise que des diamants dont l'origine est certifiée. Des bijoutiers et fournisseurs de pierres précieuses se sont engagés à ne vendre que des diamants acquis auprès de sources éthiques.

Endiguer les flux d'argent illicite destiné aux extrémistes est une façon pour les citoyens de contribuer activement à la prévention du terrorisme. Au niveau le plus élémentaire, veillez à ce que vos dons à des organisations ou à des œuvres caritatives ne soient pas détournés au profit de causes terroristes. Demandez comment l'argent sera utilisé. Exigez la transparence dans les opérations des banques. Avec le soutien d'OSC, exigez un rapport annuel de la part de la cellule de renseignement financier de votre pays. Appuyez les mesures de prévention de la corruption adoptées par le gouvernement de votre pays. ☉



Ci-dessus, des hommes à la recherche de diamants tamisent le lit d'une rivière en Sierra Leone, en 2000. Des guerres civiles violentes en Afrique ont été financées par les « diamants de sang ».



3



L'importance de la société civile dans la lutte contre la corruption

● Au cours des deux derniers siècles, les OSC ont été à l'origine de la plupart des changements sociétaux. Il s'agit de groupes de citoyens qui s'organisent parce qu'ils veulent changer une loi, une politique ou une institution.

Elles jouent un rôle particulièrement crucial dans la lutte contre la corruption depuis une vingtaine d'années. Elles ont aidé à repérer des problèmes, signalé des faits de corruption, poussé à la roue pour faire adopter de nouvelles lois et créer des institutions, et pointé du doigt des fonctionnaires corrompus.

Pour beaucoup d'organisations telles que les Nations unies, la Banque mondiale et l'OCDE, la société civile représente un partenaire inestimable. Dans le domaine de la lutte contre la corruption, l'apport des OSC – y compris sous la forme d'opinions de citoyens bien informés –

« Les actions efficaces en faveur de la lutte contre la corruption sont souvent pilotées par (...) des personnalités politiques et de hauts fonctionnaires, le secteur privé, des particuliers, des communautés et des organisations de la société civile. »

—LA BANQUE MONDIALE

vient étayer les orientations stratégiques des gouvernements.

LE RÔLE DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

◎ LA VOLONTÉ POLITIQUE

Dans un gouvernement, rien ne s'accomplit sans volonté politique. D'après la définition communément admise de la volonté politique, cette dernière consiste en « un soutien résolu, par les principaux décideurs, à la recherche de solutions politiques à un problème donné ». La volonté politique rend les problèmes comme la corruption plus simples à résoudre.

LA CORRUPTION A ÉTÉ RECONNUE COMME UN GRAND PROBLÈME MONDIAL LORSQUE DES GROUPES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE, TELS QUE TRANSPARENCY INTERNATIONAL, L'ONT INSCRITE À L'ORDRE DU JOUR.

Transparency International a été créée en 1993, avec pour seul but de combattre la corruption. C'est peut-être l'organisation la plus connue dans ce domaine. Elle possède des douzaines de branches à travers le monde. Global Witness est une autre OSC efficace qui combat la corruption depuis 1995 en se livrant à des enquêtes clandestines et à des recherches sur les transactions financières. L'International Budget Partnership et l'Organisation mondiale des parlementaires contre la corruption (GOPAC) font partie des nombreuses organisations qui offrent des outils et des réseaux internationaux à l'appui de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption. Les succès remportés

par ce genre de groupes témoignent du pouvoir de la société civile.

◎ LA MOBILISATION DES CITOYENS

Dans certaines parties du monde, la corruption est si répandue que les citoyens la considèrent comme normale. Les exemples suivants illustrent les différents visages de la corruption : un agent de police qui exige d'être payé par un vendeur ambulant pour que celui-ci puisse continuer à vendre là où il se trouve, ou une infirmière qui réclame de l'argent à des parents avant de les laisser voir leur nouveau-né, ou encore un enseignant qui demande à se faire payer pour des cours particuliers avant d'accorder la moyenne à votre enfant.

La société civile fonctionne au mieux quand elle mobilise les citoyens pour répondre aux demandes illicites de ce type. Les OSC peuvent influencer l'attitude des gens et les amener à condamner la tolérance après l'avoir tolérée. Ces organisations emploient toute une gamme de méthodes. Elles informent les gens sur le coût de la corruption et les manières de la reconnaître. Elles donnent des conseils sur la façon de prendre des mesures efficaces contre la corruption par le biais de pétitions, de boycotts des entreprises corrompues et de campagnes médiatiques. Elles considèrent que les citoyens sont une partie de la solution plutôt que des victimes passives.

En Inde, une OSC très créative, appelée 5th Pillar, a imprimé des billets d'une valeur de zéro roupie, que les citoyens peuvent donner aux fonctionnaires exigeant des pots-de-vin. Sur le billet figure une photo du leader de l'indépendance indienne Mahatma Gandhi, et la phrase « Je promets de n'accepter ni de donner des pots-



(Ci-contre, photo du haut) Des Tunisiens manifestent contre la corruption en 2017, à Tunis, la capitale du pays. (Photo du bas) Des habitants de New Delhi descendent dans la rue pour exprimer leur soutien au militant Anna Hazare. En 2011, son arrestation avait provoqué des manifestations dans tout le pays.



PLUS DE **3,000,000**

- Nombre de billets de zéro roupie distribués depuis 2007 par un groupe luttant contre les pots-de-vin en Inde.

de-vin ». Depuis 2007, l'OSC a distribué à travers l'Inde plus de trois millions de billets de zéro roupie.

○ **MAIS QUI GARDE CES GARDIENS ?**

Les particuliers, la presse et les OSC peuvent veiller à ce que les organisations de lutte anticorruption rendent des comptes. Ils peuvent aussi s'arranger pour protéger les organisations de lutte anticorruption, au cas où celles-ci seraient attaquées par des représentants du gouvernement. Par exemple, en Lettonie, la presse libre a joué un rôle important en maintenant la population toujours informée. En 2007, le gouvernement letton a fini par céder suite aux manifestations de dizaines de milliers de personnes qui contestaient une tentative de dissolution de l'agence anticorruption du pays. L'agence est toujours en exercice aujourd'hui.

Généralement, les OSC travaillent en dehors du gouvernement, mais dans certains pays, leur rôle est plus officiel. En Tunisie, les OSC rencontrent régulièrement l'instance nationale de lutte contre la corruption (INLUCC). La stratégie nationale de lutte contre la corruption prône le financement des OSC indépendantes qui travaillent dans ce domaine.

Malheureusement, trop de gouvernements considèrent les OSC comme des ennemis. Les pouvoirs publics tentent de les mettre sur la touche en tenant certaines informations secrètes, en leur bloquant l'accès aux réunions du gouvernement ou en les accusant d'être soutenues par l'étranger. Certains gouvernements ont voté des lois qui limitent les réunions pacifiques des groupes.



Ce type de mesures indique que les représentants du gouvernement ne sont pas sérieusement opposés à la corruption, soit parce qu'ils craignent de perdre leur emploi ou parce qu'ils sont eux-mêmes corrompus.

Les pays dont les gouvernements donnent aux OSC un rôle légitime en matière de promotion de la transparence sont ceux qui réussissent le mieux à combattre la corruption.

◎ REPÉRER LES ÉLÉMENTS CORROMPUS

Les OSC efficaces peuvent aussi tirer parti de leur statut non gouvernemental pour détecter et identifier les agents publics corrompus. L'un des mécanismes qui marchent bien est le « contrôle du train de vie ». L'OSC envoie ses membres vérifier de leurs propres yeux si les fonctionnaires vivent au-dessus de leurs moyens. Bien sûr, certains peuvent avoir acquis leur richesse indépendamment de leur fonction, mais c'est rare dans la plupart des pays.

Par exemple, l'ombudsman des Philippines a sollicité des organisations de la société civile pour surveiller les trains de vie et détecter les signes de gains frauduleux. Dans un cas, un enquêteur d'une OSC, mandaté par l'ombudsman, s'est tout simplement rendu au domicile d'un représentant du gouvernement. Le salaire du fonctionnaire s'élevait à l'équivalent de moins de 10 000 dollars par an et pourtant, il vivait dans une grande demeure équipée d'une piscine, et avait deux Mercedes-Benz garées devant la maison. Grâce aux informations fournies par l'OSC, le fonctionnaire s'est vu infliger une peine de trois ans de prison.

QUE PEUT-ON FAIRE ?

Beaucoup de gens se sentent impuissants. Qui sommes-nous, après tout, pour oser défier le gouvernement, même si nous sommes confrontés à

la corruption tous les jours ? C'est là qu'intervient le génie de « l'action collective ». Si une seule personne peut avoir du mal à se faire entendre, réunies, plusieurs peuvent déclencher un vrai changement. Les OSC sont un des véhicules de l'action collective et elles influencent l'attitude des gouvernements face à la corruption.

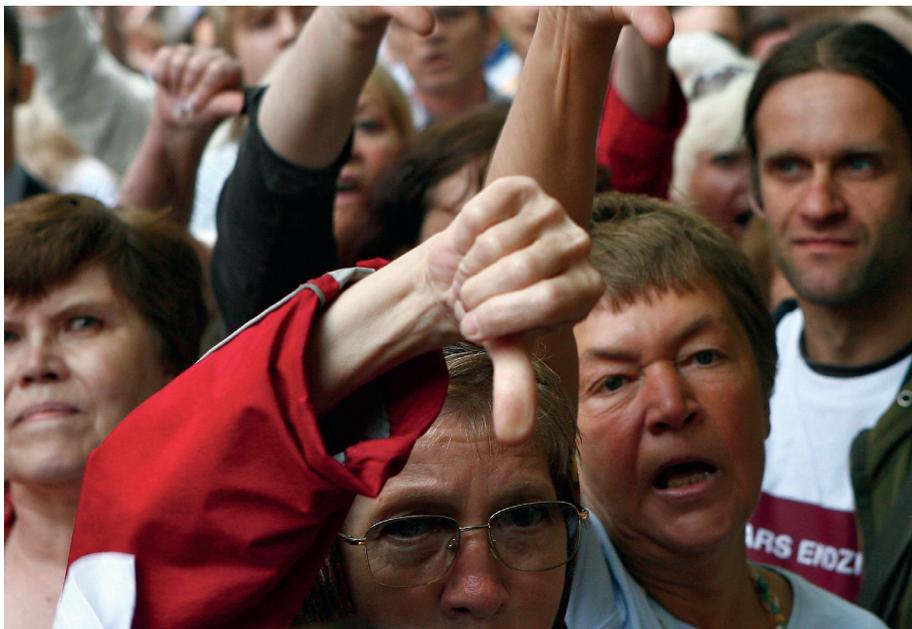
Il a fallu attendre les quelques dernières décennies pour que la corruption devienne une priorité internationale. En 2014, le PNUD a lancé l'initiative GAIN (Global Anti-corruption Initiative) 2014-2017. La lutte contre la corruption est une des cibles principales des Objectifs du développement durable, qui ont remplacé les Objectifs du millénaire pour le développement, arrivés à échéance en 2015. Aujourd'hui, l'ONU et de nombreux organismes multilatéraux financent des initiatives anticorruption, souvent en partenariat avec des OSC. Le Partenariat pour un gouvernement ouvert est une des organisations au premier rang des efforts dans ce domaine.

Les gouvernements et les groupes de la société civile développent ensemble des plans d'action nationaux comprenant des engagements spécifiques qui encouragent la transparence et donnent des moyens d'action aux citoyens.

A lors, la question se pose : et vous, qu'est-ce que vous faites ? Existe-t-il des organisations de lutte contre la corruption dans votre pays ou votre région ? Comment pouvez-vous les aider ? Si elles sont inexistantes ou incompetentes, créez-en une vous-même. Discutez avec vos amis et vos voisins. Unissez vos efforts pour combattre les faits de corruption qui vous empêchent, vous et vos enfants, de satisfaire vos besoins fondamentaux et d'accéder à des opportunités de vie meilleure. ○



Si une seule personne peut avoir du mal à se faire entendre, réunies, plusieurs peuvent déclencher un vrai changement.



(Photo du haut)
Des manifestations populaires en Lettonie ont aidé à préserver les protections contre la corruption.
(Photo du bas)
De faux billets d'euros jonchent le sol après des manifestations contre la corruption dans le gouvernement.





Le journalisme d'investigation et la corruption

● Une presse (journaux, magazines, chaînes de télé) libre et indépendante joue plusieurs rôles importants dans une société saine. Tandis que les journalistes rapportent les faits de l'actualité, les reporters d'investigation peuvent examiner et mettre au jour les cas de corruption. Ce faisant, et en médiatisant les informations à propos d'individus corrompus, ils contribuent également à dissuader d'autres personnes de prendre le même chemin. Ce chapitre se concentre sur le journalisme d'investigation.

Dans la plupart des pays, les journalistes sont au premier rang de la détection de la corruption. Contrairement à ce que l'on peut penser, la plupart des enquêtes sur la corruption commencent par un reportage, et non par l'intervention d'un enquêteur relevant du secteur public. Les procureurs et les agences de lutte anticorruption examinent les reportages de la presse au quotidien.

« Les médias jouent un rôle vital pour ce qui est d'examiner la performance du gouvernement, d'assurer la transparence et de responsabiliser les agents publics. »

—FREEDOM HOUSE



Environ 500

- Nombre de journalistes contraints à l'exil au cours des 10 dernières années

Ensuite, ils corroborent l'information en menant leurs propres enquêtes, et en creusant les faits qui permettront de poursuivre des agents publics corrompus ou de les démettre de leurs fonctions.

Voilà pourquoi il est important que les médias et les responsables gouvernementaux de la lutte contre la corruption entretiennent une bonne relation de travail. Un profond respect mutuel est essentiel pour stopper ce fléau.

Maintenant que les gouvernements sont de plus en plus nombreux à publier des informations en ligne, les journalistes disposent d'un outil puissant pour repérer les combines malhonnêtes. Mais beaucoup de pays permettent aux entreprises de s'enregistrer gratuitement, où qu'elles soient établies à l'origine. Seule la raison sociale de l'entreprise figure sur les registres publics et, trop souvent, il s'agit de « sociétés-écrans » qui ont pour unique mission de blanchir des fonds. Pire encore, ces sociétés ne sont pas dans l'obligation de divulguer le nom des bénéficiaires de leurs services.

LES POLITICIENS ET HOMMES D'AFFAIRES CORROMPUS, LES BARONS DE LA DROGUE, LES TERRORISTES ET LES PERSONNALITÉS DU CRIME ORGANISÉ SE SERVENT DE CES ENTREPRISES FICTIVES POUR RENDRE LES VRAIS PROPRIÉTAIRES DE L'ARGENT INDÉTECTABLES.

Le journalisme d'investigation peut paraître passionnant et riche en aventures, mais c'est une des professions les plus dangereuses du monde. D'après le Comité pour la protection des journalistes, plus de 1 200 reporters ont été tués, et plus de 6 000, emprisonnés, au cours des 25 dernières années. Et près de 500 ont été forcés de s'exiler ces dix dernières années. La plupart de ces journalistes d'investigation enquêtaient sur la corruption. De nombreuses affaires de meurtre ou de « disparition » sont encore non résolues aujourd'hui.

CES STATISTIQUES SONT SI TROUBLANTES QUE L'ONU A DEMANDÉ INSTAMMENT L'ADOPTION DE MESURES À MÊME DE PROTÉGER LES REPORTERS.

LES RÉUSSITES DU JOURNALISME D'INVESTIGATION

En dépit du danger, les journalistes d'investigation révèlent de grosses affaires de corruption dans le monde entier. C'est vrai aussi bien dans les démocraties que dans les autocraties. Voici quelques cas où des journalistes d'investigation ont mis au jour la corruption.



Il est important que les médias et les responsables gouvernementaux de la lutte contre la corruption entretiennent une bonne relation de travail. Un profond respect mutuel est essentiel pour stopper ce fléau.

PLUS
DE **6,000**

🔗 Nombre de reporters emprisonnés au cours des 25 dernières années



« La corruption est l'un des sujets les plus dangereux pour les journalistes, et l'un des plus importants pour obliger les gouvernants à rendre des comptes. »

— COMMITTEE TO PROTECT JOURNALISTS



LIEU : MOLDAVIE

Chisinau

Grâce à un reportage d'un journaliste d'investigation, le public a appris qu'une somme équivalant à un milliard de dollars avait été volée à la Banque nationale de Moldavie. Des politiciens corrompus et des membres de la criminalité organisée avaient fait main basse sur ces fonds pour s'enrichir et pour acheter des juges et des agents d'application de la loi. En 2015, des milliers de personnes sont descendues dans la rue en criant : « Rendez-nous notre milliard ! » et en exigeant la démission de tous les membres du gouvernement et du parlement. Résultat : de nombreuses actions en justice ont été intentées, et des fonctionnaires arrêtés.

LIEU : OUGANDA

Kampala

Des journalistes d'investigation ont mis au jour un système judiciaire semblable à un marché où la justice était à vendre, les plus offrants ayant les meilleures

chances de bénéficier d'une décision favorable des tribunaux. Les journalistes, qui s'étaient infiltrés avec l'aide de plaignants et d'une équipe de journalistes locaux, ont découvert que la fraude était perpétrée par un réseau de responsables de la police et du pouvoir judiciaire, tous motivés par l'appât du gain sous le couvert de la justice.

LIEU : CHILI

Santiago

Entre 2010 et 2014, la « CONMEBOL [Confédération sud-américaine de football] a été escroquée à hauteur de 140 millions de dollars », a indiqué son président Alejandro Domínguez à un reporter d'investigation, après avoir dévoilé les constats d'un audit externe lors du congrès de la confédération. Elle a perdu de l'argent à cause de pots-de-vin versés sous la gouverne d'anciens gérants inculpés à la suite d'une enquête sur la corruption aux États-Unis.



Ci-dessus, plus de 20 000 personnes ont manifesté contre la corruption dans le gouvernement de la Moldavie, en 2015, après la disparition d'1,5 milliard de dollars des coffres de la banque nationale.

LIEU : ÉTATS-UNIS

New York

Le *New York Daily News* a démasqué un groupe de policiers corrompus qui accordaient des permis de port d'armes sans procéder à la vérification des antécédents en échange de pots-de-vin, de vacances luxueuses et d'autres cadeaux de la part d'intermédiaires qui facturaient des frais à leurs clients. La fraude, qui a duré de 2010 à 2016, sévissait dans tout le service de délivrance des permis, même parmi le personnel dirigeant. Au moins 100 permis de port d'armes ont depuis été révoqués, et le personnel d'encadrement du service de délivrance des permis a été remplacé. Plusieurs personnes impliquées dans cette affaire ont été arrêtées et mises en examen, et l'une d'elles a été condamnée à une peine d'emprisonnement de près de trois ans.



Ci-dessus, Michael J. Garcia, aujourd'hui juge à la Cour d'appel de l'État de New York, était procureur fédéral lorsqu'il a annoncé l'inculpation pour corruption, en 2005, de hauts responsables azerbaïdjanais en vertu du Foreign Corrupt Practices Act.

QUE PEUT-ON FAIRE ?

Parmi les actions les plus importantes à la portée du simple citoyen pour lutter contre la corruption : soutenir et protéger les journalistes d'investigation, et distinguer le vrai journalisme d'investigation du simple colportage de rumeurs.

SURTOUT, EN TANT QUE CONSOMMATEUR D'INFORMATION, NE VOUS LIMITEZ PAS À UNE SEULE SOURCE - QUE CE SOIT LA RADIO, LA TÉLÉVISION, LA PRESSE ÉCRITE OU INTERNET.

LES NOUVELLES PRENNENT UNE DIMENSION DIFFÉRENTE EN FONCTION DES JOURNALISTES QUI LES RAPPORTEMENT. SOYEZ UN CONSOMMATEUR AVERTI.

Soutenez la formation professionnelle des journalistes dans votre pays. Dans un certain nombre de pays, les universités ne délivrent pas de diplôme de journalisme. Un cursus et une formation de qualité sont la clé du professionnalisme.

Gardez-vous de ceux qui ne font que colporter des rumeurs. Les bons journalistes d'investigation trient sur le volet ceux qu'ils écoutent et cherchent toujours à corroborer les informations. Les colporteurs de rumeurs ne sont pas des journalistes d'investigation, même si leurs « reportages » semblent intéressants.

Les journalistes d'investigation doivent être protégés. Plusieurs organisations accessibles en ligne ont pour mission de protéger les reporters, comme le Comité pour la protection des journalistes [<https://cpj.org/fr/2012/04/crime-organise-et-corruption.php>] et le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe [<https://rm.coe.int/16806daac6>]. En 2016, l'Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP) s'est associé à Transparency International et au Global Anti-Corruption Consortium pour lutter contre la corruption mondiale par le biais du journalisme : ils ont développé une plateforme d'investigation mondiale pour les données, l'information, des outils collaboratifs et des services afin de mettre en relation les journalistes du monde entier – et de donner aux militants et aux agences gouvernementales un meilleur accès aux données. L'USAID et le département d'État des



(Photo du haut) La corruption touche aussi les sports. La Confédération sud-américaine de football, CONMEBOL, a fait l'objet d'une fraude perpétrée par ses employés entre 2010 et 2014. (Photo du bas) La liberté de la presse est cruciale pour prévenir la corruption, une raison pour laquelle les gens – comme cette foule à Bandung, en Indonésie – soutiennent la Journée pour la liberté de la presse dans le monde.

États-Unis participent au financement de ce projet.

Dans votre pays, quelles lois protègent les journalistes ? Est-ce que votre gouvernement arrête ou exile des journalistes ? Est-ce que des personnes ont été tuées pour avoir dénoncé des faits de corruption ? Existe-t-il des organisations auxquelles vous pouvez vous associer pour protéger les journalistes et garantir leur accès à l'information ?

CONCLUSION

On entend rarement dire que la corruption est bénéfique pour la société. Pourtant, ce phénomène a été accepté pendant de nombreuses années. Mais les mentalités changent. De plus en plus, les citoyens sont conscients de l'impact de la corruption et veulent intervenir.

LES OSC ET LES JOURNALISTES D'INVESTIGATION ONT JOUÉ UN RÔLE IMPORTANT DANS LA SENSIBILISATION DU MONDE À LA CORRUPTION.

Des fonctionnaires honnêtes ont eux aussi apporté un concours précieux. Les organes anticorruption relativement nouveaux sont de plus en plus efficaces. Et partout dans le monde, les personnes corrompues ont de plus en plus de mal à dissimuler leurs transactions illégales.

Cette publication a montré comment la corruption se produit et comment les citoyens, les entreprises et des économies tout entières en subissent les conséquences.

Elle a montré que ce fléau peut aider les terroristes à atteindre leurs objectifs. Les cellules terroristes exploitent le mécontentement que la corruption engendre et utilisent le produit de la

corruption pour acquérir des armes et les autres outils dont elles ont besoin afin de semer la terreur.

La corruption est aussi présente dans d'autres domaines. Dans beaucoup de pays, elle affecte les systèmes de soins de santé et les programmes d'éducation, les services de détection et de répression, et la perception des impôts. Tous les niveaux des gouvernements et des entreprises sont vulnérables à la corruption.

NOUS NE PARVIENDRONS PROBABLEMENT PAS À L'ÉRADIQUER COMPLÈTEMENT. MAIS LES PAYS PEUVENT ADOPTER DES MESURES DE PROTECTION ET DES LOIS POUR LUTTER CONTRE CE PHÉNOMÈNE ET POUR QU'IL AIT LE MOINS D'IMPACT POSSIBLE SUR LA VIE QUOTIDIENNE DES CITOYENS. C'EST L'OBJECTIF ULTIME.

Et vous, que ferez-vous pour que cet objectif soit atteint ? ⊕



Les organisations telles que le Comité pour la protection des journalistes (CPJ) et le Bureau du commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe s'efforcent de protéger les reporters.



FOCUS

LE FOREIGN CORRUPT PRACTICES ACT (FCP)



Les efforts internationaux entraînent une baisse de la corruption dans le monde des affaires. Il y a quarante ans, le gouvernement américain a adopté le Foreign Corrupt Practices Act. D'autres pays ont adopté des lois semblables. Elles sont appliquées plus rigoureusement maintenant que des pays se sont unis pour lutter contre la corruption.

En 2016, le département de la Justice des États-Unis a mis un terme à la plus grosse affaire de corruption à l'étranger de l'histoire lorsqu'il a négocié un arrangement, en association avec plusieurs pays, dans le cadre duquel deux entreprises brésiliennes ont dû verser 3,5 milliards de dollars. Il s'agissait d'Odebrecht S.A., un conglomérat d'entreprises de construction, et de Braskem S.A., une entreprise de pétrochimie, qui ont plaidé coupables de faits de corruption.

Le département de la Justice rapporte que ces sociétés ont convenu de payer au moins 3,5 milliards de dollars « pour mettre fin aux poursuites à leur encontre engagées par les autorités des États-Unis, du Brésil et de la Suisse ».

Sung-Hee Suh, à

l'époque Attorney General assistante adjointe du département de la Justice, a déclaré qu'Odebrecht dirigeait un « ministère de la Corruption » dissimulé dans les méandres de ses activités commerciales et qui consacrait des millions de dollars à corrompre des agents publics. Elle avait ajouté : « Un acte aussi répréhensible exige une réponse forte des autorités d'application de la loi, et grâce à un effort énergique mené avec nos collègues du Brésil et de la Suisse, c'est ce qui s'est passé. »

Depuis 2001, Odebrecht avait versé environ 788 milliards de dollars en pots-de-
vin à des fonctionnaires et à des partis politiques brésiliens et de onze autres pays pour décrocher des

contrats. Les pots-de-
vin étaient payés par le biais d'un réseau complexe d'entreprises fictives, de comptes bancaires offshore et de transactions non documentées. Les systèmes financiers mondiaux, y compris ceux des États-Unis, étaient utilisés pour camoufler les crimes. En échange, Odebrecht et Braskem ont obtenu des contrats pour une centaine de projets, beaucoup d'entre eux pour la construction d'infrastructures publiques. Les hauts dirigeants des entreprises, notamment Marcelo Odebrecht, l'ancien patron d'Odebrecht, autorisaient les paiements. Odebrecht a été condamné à une peine de prison de 19 ans au Brésil pour le rôle qu'il a joué dans cette affaire frauduleuse.

« CETTE AFFAIRE ILLUSTRE L'IMPORTANCE DE NOS PARTENARIATS ET DU PERSONNEL DÉVOUÉ QUI S'EMPLOIE À POURSUIVRE EN JUSTICE CEUX QUI SONT MOTIVÉS PAR L'APPÂT DU GAIN ET AGISSENT POUR LEUR PROPRE INTÉRÊT », a déclaré Stephen Richardson, directeur adjoint du FBI, lors de l'annonce de l'arrangement. Les pays unis dans la lutte contre la corruption peuvent obliger les criminels à répondre de leurs actes et dissuader ceux qui pourraient être tentés de se livrer à ce type de fraude. ○



SPOTLIGHT

ZOOM SUR IWATCH



I WATCH est une OSC tunisienne de lutte contre la corruption et acquise à la transparence. Elle a largement contribué à démasquer des actes de corruption et à forcer le gouvernement tunisien à fournir plus d'informations sur son fonctionnement, notamment en matière de transparence dans les appels d'offres et l'adjudication des contrats.

I Watch, qui a des bureaux dans cinq grandes villes de Tunisie, est un atout crucial pour le renforcement de la démocratie dans le pays.

**ÉLÉMENT
SURPRENANT
POUR BEAUCOUP,
I WATCH EST
MAJORITAIREMENT
GÉRÉE PAR DES
JEUNES. LA
PLUPART DE SES
MEMBRES ONT
MOINS DE 30 ANS
ET N'ONT PAS
PEUR DE
REMETTRE
EN QUESTION
LE POUVOIR
TRADITIONNEL
ET LA MANIÈRE
HABITUELLE
D'AGIR.**

Les projets qu'elle mène en sont le reflet. Elle surveille en permanence le financement des élections, les répercussions des transactions commerciales illégales, les dépenses du gouvernement et le mode de vie des fonctionnaires. Elle possède un site Internet séparé et des activités distinctes pour les jeunes des écoles élémentaires et secondaires. Elle est active sur les réseaux sociaux.

I Watch a également eu un impact dans des pays du Moyen-Orient. En 2014, agissant en partenaire local de Transparency International, elle a inauguré une université d'été sur le thème de la lutte contre la corruption (« School

on Integrity »), à proximité de Tunis. Ses élèves : des jeunes d'Irak, du Liban, d'Égypte, de Syrie, du Yémen, du Maroc et de Tunisie.

Des spécialistes les familiarisent avec l'utilisation des réseaux sociaux, les outils d'investigation d'actes de corruption et la manière de communiquer avec les médias. À la fin du programme, les participants doivent être en mesure de proposer des idées de projets qu'I Watch pourrait financer.

**LES OSC NE SONT
PAS L'APANAGE
DES PERSONNES
QUI ONT DE
L'EXPÉRIENCE.
ELLES OFFRENT
AUX CITOYENS
DES DEUX SEXES,
DE TOUS ÂGES ET
DE TOUS MILIEUX
LA POSSIBILITÉ
D'AVOIR UN IMPACT
SUR LEUR GOUVERNEMENT ET SUR
LEUR VIE. ☺**



→ Bureau des programmes d'information internationale

Département d'État des États-Unis



RESPONSABLE SENIOR IIP : Nicole Chulick
DIRECTEUR, CONTENU ÉDITORIAL : Michael Jay Friedman
DIRECTRICE DE LA RÉDACTION : Lea Terhune
ÉDITRICE : Andrea Connell
AUTEUR : Stuart Gilman
DIRECTRICE ARTISTIQUE | DESIGN : Diane Woolverton
RECHERCHES PHOTOS : Linda Epstein

Page de couverture : Don Bishop/Photodisc/Getty Images
Page 2 : Pierre-Yves Goavec/The Image Bank/Getty Images
Introduction
Page 4 : Christopher Zacharow/Source de l'illustration
P 5 : © Shutterstock
P 6 : Henning Bagger/AFP/Getty Images
P 7 : Sonny Tumbelaka/AFP/Getty Images
Chapitre 1
Page 8 : mikroman6/Getty Images
P 9 : © Shutterstock

P 10 : Bill Oxford/E+/Getty Images
P 11 : dlinca/E+/Getty Images
P 12 : Lanier/E+/Getty Images
P 13, haut de page : mphillips007/E+/Getty Images
milieu de page : Kyodo News via Getty Images
Chapitre 2
Page 14 : Gordon Studer/The iSpot
P 15 : © sermax55/Masterfile
P 16 : Bjarte Rettedal/Digital Vision/Getty Images
P 17 : © AP Images
Chapitre 3
Page 18 : Universal Images Group/Getty Images

P 19 : © Shutterstock
P 21, haut de page : photo offerte par Stuart Gilman
milieu de page : Fethi Belaid/AFP/Getty ; bas de page : © AP Images
P 23, haut de page : Ilmars Znotins/AFP/Getty Images ; bas de page : © AP Images
Chapitre 4
Page 24 : Don Bishop/Photodisc/Getty Images
P 25 : © Shutterstock
P 26 : Bunhill/E+/Getty Images
P 27, haut de page : Fotosearch/Getty Images ; milieu de page : © AP

Images
P 28 : Stan Honda/AFP/Getty Images
P 29, haut de page : © AP Images ; bas de page : Jefta Images/Barcroft Images/Barcroft Media via Getty Images
P 30 : graphixel/E+/Getty Images
Focus
Page 31 : © Shutterstock
Zoom sur
Page 32, haut de page : © Shutterstock
Bas de page : photo offerte par I Watch
Couverture arrière : ©Shutterstock.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION : un combat mondial

BUREAU DES PROGRAMMES D'INFORMATION INTERNATIONALE
DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS

